

L'ALNEF a dénoncé l'« émergence d'une dictature sanguinaire au Burundi »

@rib News, 12/12/2011
SOLUTION DU FORUM DU SEAU AFRICAÏN DE GAUCHE-ALNEF SUR LE BURUNDI
 Le Réseau Africain de Gauche-ALNEF dénonce, Vu l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et les exécutions extrajudiciaires des militants des partis de l'opposition démocratique réunis au sein de l'Alliance Démocratique pour Changement (AKIBIRI), Vu la persécution des leaders des partis de l'ADC-IKIBIRI, notamment l'arrestation et l'emprisonnement du Secrétaire Général du CNDD et ancien sénateur Mr William MUNYEMBABAZI, l'arrestation du leader du FRODEBU Léon NGENDAKUMANA et la condamnation à l'exil de nombreux autres leaders notamment Alexis SINDUHIJE, Agathon RWASA et le Président du CNDD et ancien député Mr Léonard NYANGOMA, Vu le harcèlement et la persécution persistants des responsables des organisations de la Société Civile et des médias, Vu l'insécurité toujours croissante sur l'ensemble du territoire du Burundi depuis les élections frauduleuses de 2010, Vu les massacres programmés des citoyens innocents et des opposants organisés par le pouvoir de Bujumbura dirigé par le Président NKURUNZIZA Pierre, Attendu que ces tueries sont des crimes au vu de la loi burundaise et des engagements internationaux dont le pouvoir ne saurait se soustraire, Constatant la paupérisation toujours plus croissante de la population pendant que la corruption atteint des proportions jamais égalées, Considérant que le climat actuel risque de replonger le pays dans une guerre civile avec des risques de déstabilisation de l'ensemble de la Région des Grands Lacs, Le Réseau Africain de Gauche-ALNEF dénonce avec la dernière énergie l'émergence d'une nouvelle dictature sanguinaire au Burundi, Condamne avec vigueur la campagne de répression sous tous azimuts de l'opposition politique et de la Société Civile, Apporte son soutien indéfectible aux progressistes, démocrates et patriotes burundais notamment ceux rassemblés au sein de l'ADC-IKIBIRI dans leur lutte pour un État démocratique et solidaire, Demande au gouvernement en place au Burundi de libérer tous les prisonniers politiques et d'ouvrir l'opinion et la fin immédiate des arrestations et persécutions politiques; Demande au même gouvernement d'annuler immédiatement toutes les poursuites judiciaires contre les leaders des partis membres de l'ADC-IKIBIRI ou de l'opposition; Demande aux pays africains, notamment l'Afrique du Sud, la Tanzanie et les autres pays de la Région des Grands Lacs d'exercer une pression sur les autorités du Burundi afin qu'elles arrêtent l'escalade répressive en cours et entament des négociations politiques avec l'opposition rassemblée au sein de l'ADC-IKIBIRI, Demande à l'Organisation des Nations Unies pour la Protection des Droits de l'Homme de diligenter une enquête sur la campagne massive d'exécutions extrajudiciaires et des autres actes de violations des Droits de l'Homme, Demande à la Belgique, la France, l'Allemagne, les USA et les autres bailleurs de fonds de suspendre toute aide non humanitaire qui ne sert qu'à augmenter la capacité répressive du pouvoir et à enrichir l'oligarchie régnante. Demande à ces mêmes pays et les pays de la Région des grands lacs d'exiger au pouvoir de Bujumbura d'accepter des négociations directes avec l'opposition, en lieu neutre et sous l'arbitrage international de l'ensemble du peuple burundais de rester uni dans la lutte pour l'avènement d'une ère de Justice, de Paix, de Démocratie et de Prospérité pour tous. Fait à Bamako, le 27 novembre 11.